

leMag

rendez-vous culturel du Courrier

La «censure financière» affame les artistes «invisibles»

Les hivers sont de plus en plus rudes pour les artistes italiens. En période de vote du budget, les soutiens à la culture maigrissent à vue d'œil, jusqu'à la proposition en décembre dernier de réduire encore le Fonds unique pour le spectacle (FUS, Fondo unico per lo spettacolo) de 160 millions d'euros. De 526 millions en 2001, il serait tombé à 294 millions en 2006 si les manifestations et la grève générale des artistes n'avaient poussé les autorités à une coupe plus «modeste», portant aujourd'hui le FUS à 377 millions.

Grèves de la faim, requiems en lieu et place des opéras, les artistes ont multiplié les démarches spectaculaires pour défendre ce fonds d'aide au cinéma, à la musique et aux arts de la scène. Et à entendre Silvano Conti, secrétaire national de la CGIL (Confederazione Generale Italiana del Lavoro), les manifestations se poursuivront pour éviter que les coupes ne se reportent sur les années à venir: «C'est une qualité de ce gouvernement d'avoir réussi à se mettre tellement de monde à dos que les artistes, les organisations professionnelles et les syndicats se sont unis pour la première fois dans une même lutte».

Quant à un hypothétique soutien politique, Silvano Conti espère que la gauche soit sensible aux apports notamment économiques du tissu culturel: «Notre investissement est l'un des plus bas d'Europe, 0,16% du PIB va à la culture. Le secteur est absolument comateux depuis quelques temps: on soutenait cent films par an en 2003, aujourd'hui ils ne sont plus que vingt.» Et le secrétaire syndical de rappeler le statut très précaire des intermittents du spectacle, artistes et techniciens, qui seraient 200 000 en Italie. Pour Silvano Conti, jamais la situation n'a été si catastrophique: «Nous pouvons dire qu'après cinq ans de gouvernement Berlusconi, le dessin de la droite a été d'étouffer la liberté d'expression, de censurer la culture, comme elle a censuré la télévision.»

ALTERNANCE INCHANGÉE

Pour Roberta Nicolai, de la compagnie romaine Triangolo Scaleno Teatro, le changement de gouvernement n'a fait qu'aggraver une situation déjà ancienne. Le FUS, en effet, ne bénéficie en majorité qu'à la culture officielle et aux lieux très institutionnels, mais pas les petits théâtres et l'expérimentation, dont l'Italie est l'une des grandes figures. Sa compa-

gnie a donc manifesté, mais pas fait la grève: «Le FUS n'est que l'arbre qui cache la forêt», explique-t-elle.

PAROLE, PAROLE, PAROLE...

La metteuse en scène organisait la semaine dernière un colloque réunissant justement 150 compagnies de la région romaine sous le titre «TeatrInvisibili». A l'ordre du jour, la question de la survie: «En réalité, la situation du théâtre indépendant a toujours été dramatique. Nous n'avons ni soutien politique ou financier, ni outils, car nous n'entrons pas dans les conditions de subventionnement.» Au bout des trois jours de rencontres entre artistes, politiques et autorités locales, un document a été approuvé: «Il demande une politique culturelle digne d'une métropole, à savoir l'adoption de règlements de soutien financier adaptés à la création scénique et la mise à disposition d'espaces de création.»

«On nous pousse à l'illégalité, explique Roberta Nicolai. Nous avons occupé un hangar durant trois ans, nous fraudons pour ne pas payer la totalité des taxes et impôts que coûte la compagnie et l'engagement des acteurs. Même de grandes structures comme le théâtre romain Am-

bra Jovinelli rencontrent de plus en plus de difficultés.» Pour continuer à créer, Roberta Nicolai enseigne. Quant à sa compagnie, elle vit majoritairement de ses recettes. La situation n'est pourtant pas nouvelle: «Durant ces trois jours nous avons invité des représentants importants de l'expérimentation, comme Claudio Raimondi et Riccardo Caporossi qui ont vécu la même situation dans les années septante et quatre-vingt.»

A la fin du colloque, donc, des représentants de la gauche romaine se sont dits prêts à faire des efforts, mais, explique la metteuse en scène, «les élections approchent et il est dans leur intérêt de nous soutenir, même s'ils savent que nos voix leur sont acquises... C'est notre drame», ironise-t-elle. Car Roberta Nicolai ne se fait pas d'illusions sur la culture défendue par les élus romains: «Malgré la fertilité des arts contemporains, pour beaucoup Rome doit rester une ville de carte postale.» La dernière création de la metteuse en scène est la significative adaptation du *Château de Kafka*. Un homme vit et revit les mêmes journées dans un village, cherchant à se rendre dans un château inatteignable, où un inconnu l'attend pour l'engager. PROPOS RECUEILLIS PAR SVA